N°. 21. 1811.

JOURNAL DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHIN.

MARDI, le 12 Mars.

EMPIRE FRANÇAIS.

Bois-le-Duc, *le 11 Mars.*

Hauteur des eaux de la meuse à Grave

Le 7 Maart	. . . . .	15 pieds	8 pouces.
Le 8 ——	. . . . .	15 ——	2 ——
Le 9 ——	. . . . .	14 ——	6 ——

ARRÊTÉ.

Le Préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'empire, chevalier de la légion d'honneur.

Vu la loi du 6 frimaire an 7, rélative au régime, à la police et à l'administration des bacs et bateaux sur les fleuves, rivières et canaux navigables.

Vu l'instruction adressée au préfet le 27 décembre dernier par Mr. le conseiller d'état directeur général des ponts et chaussées; après s'être concerté avec le directeur des droits réunis.

ARRÊTE:

Art. 1. Conformément à l'art. 2 de la loi du 6 frimaire an 7, dans toutes les communes de ce département où il existe des bacs et passages d'eau, le maire, en présence d'un préposé supérieur de l'administration des droits réunis, nommé par le directeur, recevra la déclaration des propriétaires ou détenteurs desdits bacs et passages d'eau, et il fera constater l'état des bacs et bateaux, agrès, logemens, bureaux, magasins et autres objets rélatifs au dit service.

2. Il sera procédé de suite à leur estimation par deux experts, dont l'un sera choisi par le détenteur ou propriétaire, l'autre par le préposé supérieur de l'administration des droits réunis, et, en cas de partage, par un tiers qui sera nommé par le préfet ou par le maire.

3. Cette estimation fixera la valeur des objets dont le remboursement sera dû au propriétaire, et le montant en sera acquitté, après le visa de toutes les pièces qui établiront la légitimité de la créance.

4. Immédiatement après la clôture du procès-verbal d'estimation, le préposé supérieur des droits réunis prendra possession au nom de S. M. de tous lesdits passages, ainsi que de tous les objets désigués dans le procès-verbal.

5. Après la prise de possession, le maire se fera représenter les tarifs suivant lesquels on perçoit actuellement, et il les fera afficher sur un poteau en un lieu apparent.

6. A défaut de tarif, le maire, de concert avec le préposé supérieur de l'administration des droits réunis, en formera un d'après les déclarations des propriétaires ou fermiers actuels, et basé sur ceux des communes voisines où il existe des bacs et passages d'eau: ce tarif provisoire sera soumis à notre approbation.

7. Les baux actuellement existant pour les passages régulièrement affermés pour le compte de l'ancien gouvernement, seront maintenus.

8. Tous les passages qui ne sont point affermés pour le compte de l'ancien ou du nouveau gouvernement, seront provisoirement et jusqu'à de nouvelles adjudications, confiés par le préposé supérieur des droits réunis, sous bonne et valable caution et à titre d'abonnement, ou aux détenteurs actuels, ou à des particuliers. Ces abonnaires seront acceptés par les mai-

DINGSDAG, den 12 Maart.

FRANSCH KEIZERRIJK.

'sHertogenbosch, *den 11 Maart.*

De hoogte van de Maas te Grave was

Den 7 Maart	. . . . .	15 voeten	8 duimen.
Den 8 ——	. . . . .	15 ——	2 ——
Den 9 ——	. . . . .	14 ——	6 ——

ARRÊTÉ.

De prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.

Gezien de wet van den 6de frimaire 7de jaar, betrekkelijk de inrigting, de politie en het bestuur der ponten en veerschuiten op bevaarbare stromen, rivieren en canalen.

Gezien de Instructie door den staatsraad directeur-generaal der bruggen en wegen op den 27sten december ll. aan den prefekt ingezonden, na deswegens vooraf met den directeur der vereenigde middelen te zijn overeengekomen.

ARRESTEERT:

Art. 1. Overeenkomstig art. 2 van de wet van den 6de frimaire 7de jaar, zal de maire in elke gemeente van het departement, alwaar ponten en veren aanwezig zijn, ten overstaan van een der hoofdbeambten van de beheering der vereenigde middelen, door den directeur ten dien einde benoemd, de verklaringen inwinnen van de eigenaren of houders der gezegde ponten en veren, en een kennelijk bewijs geven van den staat der ponten, veerschuiten, gereedschappen, veerhuizen, kantoren, bergplaatsen en andere voorwerpen tot dien dienst behoorende.

2. Men zal dezelve oogenblikkelijk daarna doen tauxeren door twee deskundigen, een door den houder of eigenaar, en een door den beambte voornoemd te verkiezen, en in cas van verschil door een derde deskundigen, welke door den prefekt of door den maire zal gekozen worden.

3. Deze tauxatie zal de waarde der voorwerpen bepalen, waaromtrent vergoeding zal wezen verschuldigt aan den eigenaar, en het bedrag daarvan zal, na voorafgaande visering van alle de stukken, welke de wettigheid der schuld zullen uitwijzen, deugdelijk worden voldaan.

4. Oogenblikkelijk na de sluiting van het proces-verbaal van tauxatie, zal de gezegde hoofdbeambte van het bestuur der vereenigde middelen, in naam van Z. M. bezit nemen van alle de gezegde veren met den aankleven van dien zoo en in voege als op het proces-verbaal zal vermeld staan.

5. Na de bezitneming zal de maire de tarieven waarna tot het tegenwoordige het veergeld betaald word, zich doen overhandigen, en dezelve op eene in het oogvallende plaats tegen een paal laten plakken.

6. Op plaatsen waar geen tarief bestaat zal de maire gemeenlijk met den beambte van de vereenigde middelen een tarief opmaken, overeenkomstig de genote veergelden van de tegenwoordige eigenaars of pachters, en gegrond op die der naburige gemeenten, alwaar ponten en veren bestaan. Dit bij voorraad gemaakt tarif zal aan onze goedkeuring moeten worden aangeboden.

7. De voor het tegenwoordige nog bestaande pachtcelen van de voor rekening van het voormalig gouvernement op eene gewoone wijze verpachte veren, zullen in stand worden gehouden.

8. Alle de veren welke noch voor rekening van 't oude noch voor 't nieuwe gouvernement verpacht zijn, zullen provisioneel tot nadere verpachting door den beambte van de vereenigde middelen, tegen het stellen van goede en voldoende borgtogt, en bij wijze van abonnement in bezit gegeven worden aan de tegenwoordige houders of aan andere bijzondere personen. De

res des communes sur le territoire desquelles existent ces passages.

9. Le prix de l'abonnement sera fixé par nous sur l'avis des maires, et le montant en sera acquitté à la caisse du receveur des droits réunis, dans l'arrondissement duquel sont situés lesdits passages.

10. Les bacs, bateaux, agrès, logemens, magasins et autres objets dont les préposés de la régie auront pris possession, seront remis à titre de séquestre, aux abonnataires, jusqu'aux nouvelles adjudications.

11. Conformément à l'art. 8 de la loi du 6 frimaire an 7, les propriétaires, detenteurs et conducteurs qui ne feront pas la déclaration prescrite par l'art. 1 du présent arrêté, et qui ne justifieroient pas à quel titre ils jouissent desdits bacs, bateaux agrès ainsi que des logemens, magasins et autres objets y relatifs, seront considérés comme rétentionnaires de biens appartenant à l'état et dépossédés sans indemnités.

12. Toutes les demandes et réclamations relatives aux bacs et passages d'eau seront adressées, savoir: pour l'arrondissement de Bois-le-Duc, au préfet, et pour les arrondissemens d'Eindhoven et de Nimègue, aux sous-préfets, qui les transmettront sans délai au préfet avec leur avis.

Fait à *Bois le Duc* le 2 *Mars* 1811.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

BOIS-LE-DUC, le 6 Mars 1811.

Le Préfet du département des Bouches du Rhin, Baron de l'Empire, Chevalier de la Légion d'Honneur.

Au Maire de la commune de......

Monsieur le Maire,

M. le directeur des domaines et de l'enregistrement de ce département m'informe que vous avez refusé à M. le receveur de ...... de lui donner les renseignemens qu'il vous demandoit, et que vous lui avez répondu que vous ne vous croyiez pas obligé de correspondre avec les receveurs de l'enregistrement.

Cette erreur, préjudiciable au bien du service, est contraire à vos devoirs, M. le maire. L'un de ceux que vous avez à remplir, ainsi que vos collègues, est d'aider de vos lumières et de votre autorité les receveurs de l'enregistrement et de répondre avec exactitude aux demandes qu'ils seroient dans le cas de vous adresser sur des objets qui concernent leurs fonctions et qui sont du ressort de vos attributions.

Agréez l'assurance de ma considération.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

Suite de la circulaire du maître des requêtes directeur des polders. (Voyez notre n°. 19.)

Pour les faire cesser, S. M. a jugé convenable de consacrer de nouveau, par un décret, les principes qui ont toujours dirigé l'administration des polders, et dont l'expérience a démontré la nécessité, en appliquant seulement à ces principes les modifications que les circonstances et la législation française devaient nécessairement y introduire.

En examinant successivement les différens titres du décret, j'aurai l'occasion de vous rappeler ces modifications et les raisons qui ont déterminé à les adopter.

I.

De la propriété des schores.

Ce titre confirme le droit de souveraineté reconnu par tous les gouvernemens sur les schores et relais de la mer, et l'autorisation nécessaire du gouvernement pour pouvoir en devenir propriétaire et les endiguer.

Mais le décret conserve en même temps le droit de ceux qui auraient sur ces schoorres, anciennement endigués, des titres de propriété à faire valoir.

Le délai d'un an accordé pour la remise de ces titres, le renvoi au jugement des tribunaux des prétentions qui pourraient être contestées, enfin, toutes les dispositions de ce titre, d'accord avec les principes des

geabonneerden zullen door de maires van de gemeenten, op welkers gebied die veren bestaan, moeten worden aangenomen.

9. Het bedrag van het gezegde abonnement, zal door ons op het ingewonnen advis van de maires worden vastgesteld, en het geheel daarvan zal voldaan worden aan handen van den ontvanger van de vereenigde middelen onder wiens arrondissement die veren behooren.

10. De ponten, veerschuiten, gereedschappen, veerhuizen, kantoren, bergplaatsen en andere voorwerpen meer, waarvan de beambten van de beheering der vereenigde middelen bezit genomen hebben, zullen onder den titel van gesequestreerde eigendommen worden overgegeven aan de geabonneerden tot tijd en wijle dezelve op nieuw zullen zijn verpacht.

11. Overeenkomstig den 8de artikel van de wet van den 6de frimaire 7de jaar, zullen de eigenaren, houders en schuitevoerders, welke hunne verklaring niet mogten hebben gedaan, zoo als voorgeschreven bij art. 1 van het tegenwoordig arrêté, en nagelaten hebben te bewijzen op welke gronden van regt dezelve in het bezit geraakt zijn van de gezegde ponten, veerschuiten, gereedschappen, huizen, bergplaatsen, kantoren en wat dies meer is, beschouwd worden als terughouders van goederen welke het eigendom van den staat zijn, en als zoodanig zonder schadeloosstelling uit het bezit worden gesteld.

12. Alle de verzoeken en reclames betrekkelijk de ponten en veren moeten worden ingediend, als: voor het arrondissement van 's Hertogenbosch aan den prefekt, en voor de arrondissementen van Eindhoven en Nymegen aan de sous-prefekten, welke dezelve met hunne consideratien en advis aan den prefekt zullen toezenden.

Gedaan te *'s Hertogenbosch* den 2 Maart 1811.

(*Geteekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

'S HERTOGENBOSCH, den 6 Maart.

De Prefect van het departement der Bouches du Rhin, baron des rijks, ridder van het legioen van eer.

Aan de maire van de gemeente van......

Mijn heer de maire,

De directeur van de registratie en domeinen van dit departement geeft mij te kennen, dat gij aan den ontvanger van...... geweigert hebt de nodige door hem gevraagde ophelderingen te geven, door hem te andwoorden, dat gij u niet verpligt rekende, om met de ontvangers van de registratie briefwisseling te houden.

Deze dwaling, mijn heer de maire, is even zoo nadelig voor de goede behartiging van den dienst, als strijdig met uwen pligt. Een derzelven, welke gij en alle uwe ambtsbroederen te verrigten hebt, is, om met uwe verligte kunde en vermogens behulpzaam te zijn aan de ontvangers van de registratie en hun nauwkeurig te andwoorden op de vragen, welke zij verpligt kunnen zijn u te moeten doen, omtrent onderwerpen die hunnen dienst betreffen en welke in den kring van uwe attributien vallen.

Ontvang de verzekering mijner onderscheiding.

(*Geteekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

(Vervolg der circulaire van den rekwestmeester directeur der polders. Zie n°. 19.)

om dezelve uit den weg te ruimen, heeft Z. M. best geoordeeld, op nieuw, door een decreet de beginzelen te wettigen, welke ten allen tijde de grondslag geweest zijn van het bestuur der polders, en waarvan de ondervinding de noodzakelijkheid heeft aangetoond, door alleen op die beginzelen zodane wijzigingen toe te passen, als de tijdsomstandigheden, gepaart met de Fransche wetgeving, daarin noodzakelijk moesten maken.

Bij het trapsgewijs onderzoek der onderscheide titels van het genoemd decreet, zal ik gelegenheid hebben, om u die wijzigingen te doen opmerken, en de redenen, waarom men tot het daarstellen derzelve besloten heeft.

I.

Over den grond-eigendom der schorren.

Deze titel staaft het regt van de door alle rijksbesturen erkende oppermagt over de schorren en landen welke door aan of afspoeling des waters, aan toe of afneming onderhevig zijn, mitsgaders de nodige magtgeving van het gouvernement om er grond-eigenaar van te kunnen worden, en dezelve te bedijken.

Edoch hetzelve decreet laat te gelijker tijd in zijn geheel het regt van die genen, welke op die schorren, voormaals bedijkt, eenige gegronde aanspraak van eigendom mogten hebben.

De lange uitgerekte termijn van een jaar, toegestaan om binnen dezelve de bewijzen van eigendom te kunnen indienen, het renvooi naar de uitspraak der respective regtbanken van de

législations hollandaise et autrichienne, vous prouveront combien S. M. attache de prix à ce qu'il ne soit porté aucune atteinte aux propriétés dont les droits sont si religieusement établis et conservés par le *Code Napoléon*.

§ I I.

Dispositions de garantie pour l'entretien des digues. Dépossession des polders envahis par la mer. Concession et endiguage de schoorres.

Les trois sections dont se compose le titre second ont pour but,

1°. D'assurer l'entretien perpétuel des digues, en prévenant ou réparant les dommages qu'occasionnerait la négligence de quelques directions.

2°. D'établir le mode de recouvrement des fonds que le gouvernement, par suite de cette négligence, pourrait être obligé d'employer pour conserver non seulement le polder mal entretenu, mais également les terreins qui se trouveraient menacés par la rupture d'une digue.

3°. D'indiquer les mesures à prendre pour conserver les droits des propriétaires, dans le cas où la mer envahirait de nouveau un polder.

4°. De régler d'une manière uniforme les formalités qui doivent précéder une concession et un endiguement.

La section première de ce titre, consacre un principe qui a toujours régi les administrations des poldres, un principe inhérent à l'existence de ce genre de propriété, un principe dont par-tout on a demandé la confirmation, ou le renouvellement; c'est celui qui affecte à l'entretien d'un polder, la valeur du revenu et même du fonds.

Ce principe qui donnait par-tout aux directions le droit d'expropriation sur tous les propriétaires qui se refusaient à payer le *geschot* ou le *morgengeld*, impôt d'entretien, a reçu ici une extension juste, une extension nécessaire. Le gouvernement, obligé comme protecteur du territoire, de faire les répartitions indispensables qu'une direction négligente ne ferait pas, doit avoir sur toutes les terres des polders, le même droit que les directions avaient sur les membres de l'association, quand ils se refusaient de payer la taxe de défense commune, à laquelle ils étaient imposés. Mais vous remarquerez avec quel soin paternel, avec quelle modération il exercera ce droit.

La saisie et la vente du fruit doit d'abord servir à indemniser le gouvernement des dépenses qu'il a faites. Ce n'est que dans le cas où le revenu d'une année ne suffirait pas, qu'il sera délivré une contrainte pour le payement de ce qui restera dû par le polder. Cette contrainte ne sera mise à exécution que trois mois après sa délivrance; et l'expropriation ne peut, qu'après tous ces délais expirés, être prononcée sans frais par le tribunal.

Enfin, en supposant que cette mesure de rigueur soit nécessaire, et que le gouvernement n'ait pas d'autres moyens de recouvrer les avances qu'il aura faites pour le polder, le surplus du prix de la vente, après l'acquittement de ces avances, sera remis aux propriétaires expropriés.

Toutes les formes protectrices de la propriété dont on a environné l'expropriation, vous démontreront, Messieurs, la sollicitude paternelle de Sa Majesté, et avec quel esprit de justice elle a su concilier les intérêts de son trésor et ceux de la propriété.

La section deux a pour but de conserver les droits du souverain et ceux des propriétaires, sur un Polder envahi par la mer.

Dans le cas d'un événement qui amenerait ce malheur, un procès-verbal doit être dressé, qui constate l'impossibilité actuelle de réendiguer. Ce procès-verbal, déposé dans les archives de la direction générale des Polders, sera un titre récognitif des droits des propriétaires, qui pourront toujours les faire valoir au moment où la mer se retirera du terrein qu'elle aura envahi.

vorderingen welke betwist kunnen worden; met een woord, alle de bepalingen van dezen titel, in overeenstemming met de beginselen van de Hollandsche en Oostenrijksche wetgeving moeten u zonneklaar bewijzen, hoe veel belang Z. M. er in stelt, dat er geene de minste schennis worde toegebragt aan de eigendommen, welkers regten, zoo heilig gemaakt en bekragtigd zijn door den Codex-Napoleon.

§ I I.

Bepalingen tot waarborging van het onderhoud der dijken. Uit het bezitstelling van polders door de zee overstroomd. Uitgifte en indijking der schorren of gronden buiten dijks gelegen.

De drie afdeelingen van den tweeden titel hebben ten oogmerk,

1°. Om het onderhoud der dijken, door voorkoming of herstelling der schaden, welke door de zorgloosheid van zommige polderbesturen zouden kunnen zijn veroorzaakt geworden, op den duur te waarborgen.

2°. Om de wijzen te bepalen van weder invordering der fondsen welke het gouvernement, ten gevolge van die verwaarlozende onagtzaamheid, verpligt zoude kunnen zijn daarte stellen, niet alleen tot instandhouding van den slegt onderhouden polder, maar van alle de landerijen welke door eenen gevreesden dijkbreuk bedrijgt mogten worden.

3°. Om de te nemen maatregelen tot het behoud der regten van de ingelanden of dijkgeslaagden, ingeval de zee op nieuw eenen polder overstromen mogt, open te leggen.

4°. Om de formaliteiten welke de uitgifte en bedijking van nieuwe aangewonne gronden vooraf moeten gaan op eenen eenparigen voet te stellen.

De eerste afdeeling van dezen titel wettigt een beginsel het welk ten allen tijde gediend heeft tot een grondslag voor de beheering der polders, een beginsel aanklevende gehegt aan het bestaan van dezen aard van eigendommen, een beginsel waar van men de bekrachtiging of vernieuwing op alle plaatsen verzogt heeft, te weten dat, waardoor de waarde van het inkomen en zelfs die van het geheele fonds tot onderhoud van een polder verbonden word.

Dit beginsel het welk allerwege aan de polderbesturen het regt gaf om bij panding of executie te procederen tegen de dijkgeslaagde welke in gebreke bleven om het *geschot* of *morgengeld*, zijnde den omslag voor het nodig onderhoud, te voldoen, heeft alhier eene billijke eene noodzakelijke uitstrekking bekomen. De Keizer verpligt om als beschermer van den grond alle de hoognodige reparatien, welke door een nalatig bestuur verzuimd geworden zijn, te laten doen, behoord alzoo op de landen der polders hetzelfde regt te hebben als de polderbesturen op de leden der associatie hadden wanneer die weigerde of nalieren den aanslag tot de algemeene instandhouding, waarop zij gequoteerd waren, te voldoen; dan gij zult tevens bemerken met welk eene vaderlijke zorgvuldigheid, met welk gene gematigdheid de Keizer zich van dat regt bedienen zal.

De panding aan en verkoping van de vrugten geschied ter vergoeding van de kosten welke het Rijks-bestuur heeft moeten aanwenden. Slechts dan, wanneer het inkomen van een jaar niet toereikende mogt zijn, zal er een bedwang ter invordering van het geen de polder schuldig gebleven is, worden uitgeschreven. Hetzelve bedwang zal dan nog niet eerder dan drie maanden na de uitschrijving ten uitvoer worden gebragt, en de regtbank mag geene uitspraak tot verkooping bij executie doen anders dan na verloop van dien gezegden tijd en zonder eenige geregtskosten.

Eindelijk, veronderstald dat die maatregel van gestrengheid nodig is en het gouvernement geene andere middelen heeft om de verschotten ten behoeve van den polder gedaan weer in te vorderen, zullen de overgeschote penningen spruitende uit den gedanen verkoop, na de voldoening der verschotten aan de geëxecuteerde dijkgeslaagden worden teruggegeven.

Alle deze, de regten van eigendom beschermende formaliteiten, waarmede men de verkoping bij executie omringt heeft, zullen u, mijne heeren, niet alleen doen zien de vaderlijke zorg van Z. M. maar te gelijk met welk een geest van regtvaardigheid, hoogstdezelve de belangens van zijnen schatkist en die van den eigendom overeenstemmend heeft weten te maken.

De tweede afdeeling heeft de ongeschonde bewaring der regten van den Souverain en die van de ingelanden, op eenen polder door de zee verzwolgen, ten doel; in het geval dat er zulk een ramp door eenig ongeval ontstaat, moet er een proces-verbaal van worden opgemaakt, waaruit de onmogelijkheid blijke van de weder indijking voor het tegenswoordig oogenblik. Dit proces-verbaal ter bewaring gelegd bij de archiven van het algemeen bestuur der polders zal een kennelijk bewijs zijn van de regten der eigenaren, dewelke dezelve ten allen tijde zullen kunnen doen gelden op het oogenblik, wanneer de zee terug dijnst en de landen door haar overstroomt op nieuw te voorschijn komen.

A cette époque, ils seront avertis de venir reprendre leurs propriétés; une année leur sera donnée pour se préparer à faire les travaux nécessaires au réendiguement. Ce n'est qu'au cas de refus de leur part que les terreins pourront être endigués, soit par des concessionnaires nouveaux, soit par le gouvernement; mais les anciens propriétaires peuvent encore rentrer dans leurs droits, dans le premier cas, avant le commencement des travaux, dans le second, un an après leur confection. Enfin, le prix ou redevance qui auraient dû être imposés aux nouveaux concessionaires, seront payés aux propriétaires dépossédés.

(La suite au prochain numéro.)

Op dat tijdstip zullen dezelve worden opgeroepen om zich hunne eigendommen wederom te kunnen benaderen; een geheel jaar zal hen vergund worden om zich te voorzien op den nodigen arbeid ter nieuwe bedijking. Slechts dan wanneer zij hier in weigeren, zullen deze gronden of door nieuwe daarmede begunstigde eigenaren of door 't gouvernement kunnen bedijkt worden, maar ook dan nog kunnen de voormalige eigenaren zich in hunne regten doen herstellen, in het eerste geval voor den aanvang des arbeids, en in het twede geval een jaar na deszelfs volbrenging. Ten laatsten zal de quota der kosten, waarop de gezegde nieuwe eigenaren mogten zijn aangeslagen geweest, aan de uit het bezit gestelden worden terugbetaald.

(Het vervolg in ons eerstkomend nummer.)

LOTERIE IMPERIALE DE FRANCE.

Tirage de Bruxelles du 7 Mars 1811.

34 - 78 - 77 - 53 - 6.

FRANSCH KEIZERLIJKE LOTERIJE.

Trekking te Brussel, den 7 Maart 1811.

34 - 78 - 77 - 53 - 6.

AVIS AU PUBLIC.

Le public est averti, que les bureaux de la MAIRIE de *Bois-le-Duc* lui seront ouverts tous les jours ouvrables, depuis *onze* heures du matin jusqu'à *une* heure de relevée.

Pendant ce intervalle le Maire se trouvera à la maison commune, et tous ceux qui auront des demandes ou des déclarations à lui faire, devront s'y présenter aux heures indiquées.

Le reste de la journée étant réservé au travail intérieur des bureaux, personne n'y sera admis hors des heures désignées pour leur ouverture.

BERIGT AAN HET PUBLIEK.

Het publiek wordt verwittigd, dat de bureaux der MAIRIE van *'sHertogenbosch* voor hetzelve geöpend zullen zyn op alle werkdagen, van des morgens *elf* uren tot des namiddags *een* uur.

Indien tusschentyd zal de maire zich ten Stadhuize bevinden, en elk, die hem eenige verzoeken of verklaringen te doen mogt hebben, zal zich aldaar op de gestelde uren moeten vervoegen.

Het overige van den dag voor de inwendige werkzaamheden der bureaux bestemd zynde, zal niemand buiten den bepaalden tyd daarin worden toegelaten.

Jeudi le 21 Mars à une heure J. B. SWINKELS, receveur des domaines impériaux au domicile de *Jean Sporenberg* à Woensel procédera à l'adjudication d'une maison nommée klooster ten hage, avec les jardins plantés arbres fruitiers des meilleurs fruits et une pièce de prairie située près de la maison, contenant sept lopenses, 13 verges.

Depuis le 21 février chaqu'un peut voir la maison susdite où les conditions sont exposées à lire.

Op donderdag den 21 maart 1811 zal J. B. SWINKELS, Rentmeester der keizerlijke domeinen, 's middags om een uur, ten huize van *Jan Sporenberg* te Woensel, publiek verpagten: een huizinge genaamd het klooster ten hage gelegen onder Woensel bij Eindhoven met de boven beplant met veele schoone en exquiste vrugtboomen, mitsgaders een perceel weiland gelegen digt bij het klooster groot volgens quohier 7 lopense en 13 roeden.

De woning te zien van donderdag den 21 Februarij 1811 de conditien van verpagting ligt aldaar ter leezing.

*** Op Vrijdag den 22sten Maart 1811, des namiddags om 5 uuren, zal ten Huize en Herberge van de Weduwe *Bakkers*, aan de Kerk te *Tilburg*, publiek en voor alle man worden verkocht:

Een zeer hegt en voor weinig jaren nieuw getimmerd HEEREN-HUIS, bestaande in differente royale beneden- en boven-Kamers, groote Kelder, gemakkelijke ruime Keuken en extra schoone Zolder; voorts Paardenstal, Remise en verdere commoditeiten, met een groote en schoone Tuin daar achter en aangelegen; staande in het beste der Stad *Tilburg* aan den Steenweg, tegens over den Schouwburg en gequoteerd Litt. M N°. 1232. *NB.* Voormelde Huis is niet alleen geschikt voor een Heeren-huis, maar ook bijzonder tot het aanleggen eener Fabriek, of het houden van Concert, Societeit en Koffijhuis, wordende hetzelve thans tot laatstgemelde eindens gebruikt en bewoond bij *J. W. Perit*.

Het Hoogsel zal uitgaan, veertien dagen daarna en dus op den 5den April 1811, tijde en plaatse voorschreve.

Inmiddels nadere onderrigting te bekomen ten Kantore van den Notaris *van Meurs* te *Tilburg* voornoemd.

*** Te Huur, het Kasteel VEEBEEK, gelegen tot BERLICUM, vijf kwartier-uur van *'s Bosch*; de Tuinen te aanvaarden half Maart, en de Huizinge met den eersten April 1811. Te bevragen bij den Heer Notaris *Middelkoop* aldaar, en te *'s Bosch* by Mejuffrouw de Wed. *Steyvers*, N°. 219 Litt. F. De brieven *franco*.

A D V E R T E N T I E.

Den 20 Maart 1811, 's morgens om 11 uren, laat den Kamerheer Heere KUCHENMEISTER von STERNBERG, ten Huize van den Koornmulder van *Uum* aan de Plasmolen onder *Middelaer*, door den Ondergeteekenden Keizerlijken Notaris, opentlijk en aan den meestbiedenden voor 6 of 12 vaste jaaren verpagten, zijnen van ouds zeer gerenomeerden PAPIERMOLEN, aan de Plasmolen voornoemd geleegen; bestaande in eene welbetimmerde Molen, ruime Woonplaatse, neffens Moestuin en eenig Bouwland.

Buiten de aangenaame ligging van het Fabrijk en Woonplaatse, naauwelijks een half uur van *Cuijk* aan de Maaze, 3 uren van de Stad *Cleeve* 2 uren van *Nijmegen* en de *Graaf*, zijnde dezelve in den besten toestand en nu kortelijks geheel als nieuw gerepareerd.

De Conditien van Verpagtinge, kunnen bij den Heere Rentmeester GRIEZENBEEK te *Cleeve*, en bij den Ondergeteekenden Notaris gezien worden.

GOOSSENS, Keizerlijken Notaris

*** Uit de hand te Koop, eene extra wel geconditioneerde KERK-ORGEL, gediend hebbende in het gewezen Kerkhuis van den Pastor STAASSENS te *'s Hertogenbosch*, voorzien van *een Holpijp*, hoog 8 voet, *een Fluit*, hoog 4 voet, *een quint Fluit*, hoog 3 voet, *een Prestant*, hoog 4 voet, *den Trompet*, hoog 8 voet, *een Octaaf*, hoog 2 voet, *een Dulciaanbas*, *Tremblant*, *Fluittravers* en *Mixtuur*, alsmede een wel geconserveerde Preekstoel; te bevragen bij den Heer W. J. HEEREN, Adjoint Maire der voorsz. Gemeente. De brieven *franco*.

*** Alle de genen, die ietwes verschuldigd zijn aan, of te pretendeeren hebben van den Insolvent verklaarden Boedel der Minderjarige Kinderen van wijlen JOHANNIS KORSTEN en ADRIANA HEEREN, binnen *Raamsdonk* overleden worden bij dezen door Mr. *J. P. Scholten*, Advocaat te *Waalwijk* en *N. Holster*, Schout te *Raamsdonk*, als door Schepenen van *Raamsdonk* wettig aangestelde Curators in den voornoemden boedel, verzogt om voor of uiterlijk op den eersten April dezes jaars 1811 het verschuldigde aan dezelven q. q. te komen voldoen en derzelver pretensien ten lasten voornoemd op te geven, op pœne van eeuwig silentium.

A *Bois-le-Duc*, chez H. PALIER ET FILS ET P. ARKESTEYN, Imprimeurs de la Préfecture.